

LISBONNE - envoyée spéciale

Un nid d'espions. A l'été 1941, lorsque l'officier du renseignement britannique Ian Fleming débarque à Cascais, le terrain neutre de la Riviera portugaise, les grands hôtels fourmillent d'agents et barbouzes des deux camps, les Alliés comme l'Allemagne nazie. Un soir, au casino d'Estoril, Fleming observe l'agent double serbe Dusko Popov à la table de baccara. Séducteur, désinvolte, celui-ci emporte la partie grâce à un coup de bluff magistral. L'écrivain en devenir est si impressionné qu'il s'en inspire pour créer le personnage de James Bond. Dans ses premiers écrits, le casino d'Estoril deviendra celui de *Casino Royale*.

Soixante-dix-huit ans après, l'ambiance de l'établissement sent bien moins le soufre. En ce lundi pluvieux de mai, les tables de jeu sont désertes. Quelques têtes grisonnantes errent entre les machines à sous. Des familles s'installent au restaurant pour dîner. «*Revenez samedi, ce sera plus animé*», dit en souriant Choi Man Hin, du conseil d'administration d'Estoril Sol, le groupe gérant le casino. Affable, ce Macanéen de 70 ans est arrivé dans les années 1980 lorsque son patron, Stanley Ho, le grand magnat des casinos de Macao, commençait à racheter les établissements de jeu portugais. «*A l'époque, il y avait peu de Chinois ici, raconte-t-il. Aujourd'hui, c'est très différent.*»

A la tête de l'Association luso-chinoise de commerçants et industriels, il est l'un de ces discrets entrepreneurs œuvrant au rapprochement entre Lisbonne et Pékin. «*Nos deux pays s'entendent à merveille, la relation est simple, assure-t-il. Entre les présidents du Portugal et de la Chine, c'est la lune de miel!*»

Alors que l'Union européenne (UE) vient de désigner l'empire du Milieu comme un «*rival systémique*» et de se doter d'un mécanisme pour mieux filtrer les investissements chinois, le milieu des affaires lisboète est loin de partager les inquiétudes de Paris ou de Berlin. Au sein de la classe politique, la présence chinoise soulève peu de débats. «*Nous sommes une économie ouverte et sommes fiers de notre attractivité*», explique au Monde le premier ministre socialiste Antonio Costa. Selon lui, la nationalité des investisseurs importe peu, «*tant qu'ils respectent les lois et la souveraineté portugaise*». «*Disons-le clairement: nous sommes très heureux avec les investisseurs chinois et nous les accueillons à bras ouverts*», ajoute Luis Castro Henriques, président de l'Aicep, l'Agence pour l'investissement et le commerce extérieur.

Depuis 2000, le pays de Xi Jinping a investi plus de 6 milliards d'euros au Portugal, selon le cabinet Rhodium Group, auxquels s'ajoutent les 3 milliards d'euros injectés par des particuliers chinois dans l'immobilier local. L'équivalent de 3 % du produit intérieur brut (PIB), soit un poids relatif plus élevé qu'en Grèce (1 % du PIB, 1,9 milliard d'euros), en Espagne (0,37 % du PIB, 4,5 milliards), en Italie (0,9 % du PIB, 15,3 mil-

**Depuis 2000, le pays de Xi Jinping a investi plus de 6 milliards d'euros au Portugal, selon le cabinet Rhodium Group**

liards) et en France (0,6 % du PIB, 14,3 milliards). «*La présence chinoise a bondi pendant la crise de 2008, quand notre pays était en déroute financière*», rappelle Fernanda Ilheu, présidente de l'association Les Amis de la nouvelle route de la soie, à Lisbonne.

En 2011, en échange d'un prêt de 78 milliards d'euros de ses partenaires européens, le Portugal a entamé une cure de rigueur, assortie d'un vaste plan de privatisations. «*Les entreprises d'Etat chinoises ont souvent fait les meilleures offres*», estime M. Castro Henriques.

Le groupe privé Fosun, premier actionnaire de BCP, la plus grosse banque portugaise, possède 85 % de Fidelidade, le premier assureur

du pays, qui détient le groupe hospitalier Luz Saude. «*Aujourd'hui, les Chinois sont présents dans presque tous les secteurs*», résume Philippe Le Corre, fin spécialiste de l'Asie à la Fondation Carnegie pour la paix internationale.

Et ce n'est pas fini. En décembre, Huawei s'est engagé à développer la 5G pour l'opérateur local Meo. Le même mois, Lisbonne a signé un mémorandum afin de rejoindre les «*nouvelles routes de la soie*» et d'ouvrir Sines, son plus grand port, à l'argent chinois. «*Pour beaucoup, intégrer cet ambitieux projet de liaisons maritimes et ferroviaires éveille le souvenir du grand empire commercial qu'était autrefois le Portugal*», commente Jan Weidenfeld, chercheur à l'institut Merics, spécialiste de la Chine. Pékin surfe sur cette nostalgie.

A Lisbonne, on ne cesse de rappeler l'histoire pour souligner «*l'amitié spéciale*» entre les deux pays. «*Vasco de Gama a été le premier à ouvrir la route maritime de l'Europe vers l'Asie en 1497. Nous sommes le seul pays au monde à entretenir des relations continues depuis cinq cents ans avec la Chine*», vante Rui Lourido, historien, président de l'Observatoire de la Chine.



Un homme agite un drapeau chinois devant l'Assemblée de la République portugaise, à Lisbonne, le 5 décembre 2018. PEDRO NUNES / REUTERS

## PLEIN CADRE

# Le Portugal déroule le tapis rouge aux investisseurs chinois

Si l'Union européenne considère Pékin comme un «*rival systémique*», Lisbonne loue ses relations avec la Chine, qui a massivement investi dans le pays pendant la crise

En 1999, la rétrocession de Macao à Pékin, confiée sous administration portugaise depuis 1557, s'est déroulée sans heurts. «*Nous travaillons avec les Chinois depuis longtemps, nous comprenons leur fonctionnement*», assure Ildio de Ayala Serodio, PDG de Profabril, une entreprise de génie civil présente à Macao depuis quarante ans. Pour preuve, souligne-t-il, la chambre de commerce sino-portugaise fut créée dans le comptoir en 1978. «*Peut-être, mais connaître le Macao d'avant 1999 ne signifie pas cerner le Pékin d'aujourd'hui, bien différent*», nuance Philippe Le Corre. Selon lui, l'élite portugaise fait preuve de naïveté en imaginant que la relation entre ce petit pays de la zone euro et la nouvelle puissance asiatique puisse être équilibrée.

«**EXPÉRIENCE POSITIVE**» Chiado, quartier bourgeois du cœur historique de Lisbonne. Le Palais Loreto, qui abrita le général Jean-Andoche Junot lors de l'invasion napoléonienne de 1807, est aujourd'hui le siège de Fidelidade, racheté en 2014 par Fosun. «*Au moment de la privatisation, nous étions déjà en position de monopole au Portugal: le groupe ronronnait un peu, nous n'innovions plus, raconte Jorge Magalhaes Correia, président du comité exécutif de l'assureur. A son arrivée, Fosun a conservé le management en place et nous a donné les moyens de nous développer dans les marchés lusophones: c'est très fructueux.*»

Diversifier les sources d'investissements pour ne plus dépendre du grand voisin espagnol, trouver les financements pour sortir des frontières européennes: les groupes portugais rêvent que la Chine leur apporte les moyens de leurs ambitions. «*Sans cela, nous ne pourrions pas construire des cham-*

**Pour Pékin, Lisbonne représente un pont vers les ex-colonies lusophones, Brésil, Angola, Mozambique**

«*La prise de conscience est venue tardivement, en 2016, quand le groupe chinois Midea a racheté le fabricant de robots allemand Kuka*», rappelle Eric-André Martin, de l'Institut français des relations internationales.

Préoccupé par la montée en puissance technologique de Pékin, Bruxelles s'est depuis doté d'un mécanisme pour mieux protéger les entreprises stratégiques du Vieux Continent, notamment lorsque la sécurité est

en jeu. Et s'inquiète de voir certains Etats, du Sud ou dans les Balkans, devenir trop dépendants de la Chine. «*Elle pourrait jouer la division entre les pays membres*», redoute un diplomate européen. Et étendre son influence dans les capitales concernées.

Celle-ci est-elle déjà tangible au Portugal? «*Elle est difficile à mesurer, mais c'est un risque*», ajoute-t-il. En rappelant qu'Antonio Costa met régulièrement en garde contre le mécanisme de filtrage des investissements chinois instauré en février. «*Il ne faudrait pas que la sécurité soit le prétexte pour mettre en œuvre le protectionnisme commercial*», prévient ce dernier, estimant qu'un pays très ouvert comme le sien serait perdant. Et assurant que jusqu'ici, «*les investisseurs chinois ont toujours respecté les lois portugaises*» et «*les règles du marché*».

Il faut dire que l'argent chinois injecté dans l'immobilier lisboète a, dans une certaine mesure, pallié la faiblesse de l'investissement public en contribuant à la réhabilitation des quartiers historiques. De même, les «*nouvelles routes de la soie*» pourraient permettre de rénover les voies ferrées entre Sines et Madrid. Limité par une dette publique conséquente (120 % du PIB), soucieux de respecter les règles budgétaires européennes, Lisbonne a peu de marges de manœuvre financières pour l'entretien de ses infrastructures.

«*Cela soulève une question existentielle sur la position de l'Europe, conclut un eurodéputé. Elle ne peut pas se contenter de faire les gros yeux face aux pays se tournant vers la Chine, sans se montrer un peu plus solidaire, et plus présente pour le financement des infrastructures-clés.*» ■